

## PRINCIPALES MANIFESTATIONS CULTURELLES EN ALGÉRIE DEPUIS 1962

Le bilan d'une décennie de culture « nationalisée » était qualifié de « décevant » par le correspondant *du Monde* à Alger (1). La presse nationale lui répliqua aussitôt, expliquant que dix ans ne suffisaient pas pour restaurer la personnalité culturelle nationale hypothéquée par la « tragédie coloniale ». Cependant les bilans dressés dans la presse lors du dixième anniversaire de l'indépendance se nourrissaient trop d'inflation de vocabulaire et d'autosatisfactions journalistiques pour ne pas inciter l'observateur à être prudent et critique. Et d'ailleurs le Ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Abdallah Fadhel, n'avait-il pas lui-même déclaré : « L'Algérie a fourni des efforts d'imagination, de création incontestable dans le domaine économique. Mais le domaine culturel est resté totalement en friche » (2). D'où le qualificatif de bilan « décevant » par l'observateur qui n'entendait pas être plus royaliste que le roi.

Il est bien difficile en réalité de faire le point. On ne peut verser dans l'hypercritique ni dans la suffisance trop courante. Il demeure tout de même que depuis 1962 des chroniqueurs éclairés de la presse algérienne ont parlé de crise, de malaise, de vide culturel et idéologique, de trahison des clercs, de manque de courage des écrivains, de piétinement, de folklore ressassé, de conformisme et de médiocrité, d'ouvrages d'auteurs algériens non diffusés, etc. « La réaction tente d'implanter ses idéologies de plusieurs manières sur le terrain qui semble le plus attardé. Celui de la culture (...) Après dix ans d'indépendance, l'heure de l'autocritique est venue » (3). Il y a donc, d'une part, des réponses « officielles » à l'usage de l'observateur étranger dont le regard est gênant et d'autre part, les réalités elles-mêmes telles qu'elles sont vues et vécues de l'intérieur.

Nous nous arrêterons aux principales manifestations de la vie culturelle en Algérie depuis l'indépendance pour en montrer les aspects positifs vus toutefois avec un œil critique (4).

(1) J. P. PÉRONCEL-HUGOZ, *Le Monde*, 22-23 avril 1973.

(2) Cité dans le dossier n° 78 de *Révolution africaine*, n° 468, 9 février 1973, p. 26.

(3) ABDOU-B. « Repères culturels », *El Djeich*, n° 121, juin 1973, p. 56.

(4) Le lecteur pourra se reporter aux synthèses sur la vie culturelle par André ADAM dans *l'Annuaire de l'Afrique du Nord* paraissant depuis 1962.

## 1. — LA PRODUCTION LITTÉRAIRE

Le premier Salon du Livre algérien s'est tenu en octobre 1962. On partait plein d'espoir. Or, la Semaine nationale du Livre tenue en novembre 1972 en a déçu beaucoup qui ne voulaient pas se contenter des déclarations officielles faites à cette occasion et des interviews qui n'étaient souvent que des plaidoyers *pro domo*. La Société nationale d'édition et de diffusion (S.N.E.D.) fut une fois de plus mise au pilori. Les Editions nationales ont été inaugurées le 20 novembre 1964, tandis que la Société nationale en tant que telle naissait en janvier 1966 pour « sélectionner les publications importées et diffuser à l'étranger les livres produits en Algérie ». Tout le monde sait en fait qu'au terme de cette décennie les livres publiés en Algérie sont quasiment introuvables en France, par exemple.

Trois organismes se partagent la production du livre en Algérie : la S.N.E.D., l'Institut pédagogique national (I.P.N.) et le Centre national d'alphabétisation (C.N.A.). De gros efforts ont donc été faits par le pays et l'investissement en cours pour le complexe graphique, promet certainement des réalisations très importantes. Cependant la politique de cette S.N.E.D. ne manque pas de faire réagir nombre de consommateurs. Le Président Directeur Général déclarait par exemple (5) que des efforts étaient faits pour « réduire progressivement le nombre de livres venant de pays francophones au profit d'une importation croissante en livres rédigés en arabe venant d'Egypte, du Liban, de la Tunisie », etc. Or, quand on sait que le français est appris par un nombre de plus en plus important d'élèves et qu'un bilinguisme de fait va durer encore longtemps, quand les livres aux programmes des lycées et des universités manquent constamment dans les librairies, quand tout le monde se plaint de ne pas trouver les livres les plus courants (ne serait-ce qu'à Alger, sans parler de l'intérieur du pays...), le consommateur ne peut que se lamenter.

La presse est revenue de temps à autre sur ces Editions nationales pour stigmatiser les lenteurs, les freins, le marasme (6). Des articles très critiques ont paru dans *Echabab* (journal de la J.F.L.N.) (7) ou dans *Algérie-Actualité* par exemple, mais sans suite comme si la critique sévère était vite étouffée. On pouvait lire dans *El Djeich* de juin 1973 : « De nombreux et jeunes poètes algériens ne trouvent pas le cadre nécessaire et indispensable pour s'exprimer (...) Qui a donc intérêt à baillonner les bouches qui veulent participer à un juste combat ? ». Il est clair aussi

(5) Interview, *Le Bulletin du Livre*, n° 230, 5 novembre 1973, p. 20.

(6) Nous renvoyons ainsi que pour les paragraphes suivants à notre *Bibliographie méthodique et critique de la littérature algérienne d'expression française (1945-1970)* parue dans la *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 10, 2<sup>e</sup> sem. 1971 (210 p.).

(7) Voir en particulier : Arezki MÉTREF, « Les vertus de Dame S.N.E.D. », *Echabab*, n° 124, 5 février 1974.

que le contrôle de la diffusion gêne des auteurs algériens de talent édités par la force des choses à l'étranger et qui ne sont pas vendus dans leur propre pays.

L'existence d'un organisme aussi important que la S.N.E.D. est tout de même un élément positif. Des améliorations seront sans doute apportées aussi bien dans l'édition que dans la diffusion (8).

Selon une interview de M. Abderrahmane Madoui, directeur du Département Edition de la S.N.E.D., celle-ci a publié en quatre années d'exercice, 73 titres en langue française et en langue arabe, ce qui donne un total de 346 624 exemplaires (156 952 vendus au 14 décembre 1971). Le tirage est souvent limité à 5 000 exemplaires et il y beaucoup d'invendus (9).

La production littéraire algérienne dépasse évidemment ces chiffres puisque des auteurs se font toujours éditer à l'étranger. En ce qui concerne la littérature à intentions esthétiques (romans, recueils de nouvelles, de poésies et pièces de théâtre), les chiffres montrent qu'il n'y a pas eu, comme certains continuent à le dire, baisse de production depuis l'indépendance, bien au contraire. La littérature de langue française voit même autour des années 1964-1966 se dessiner comme un tournant : de nouveaux auteurs s'expriment — poètes principalement — en prise sur le vécu d'aujourd'hui, abordant des écritures nouvelles et des thèmes audacieux, s'imposant par leur franchise; ils ont souvent de la peine à se faire diffuser dans le pays. La littérature de langue arabe renaît et s'étoffe de plus en plus : de jeunes auteurs se préoccupent là aussi de sortir des sentiers battus, des images conventionnelles d'autrefois, du ronronnement classiciste; des romans commencent à être publiés en arabe, phénomène nouveau (mis à part l'œuvre de Reda Houhou en 1947).

Les statistiques de la production littéraire en langue française de 1962 à décembre 1973 sont celles-ci : 119 ouvrages répartis ainsi : 30 romans, 7 recueils de nouvelles, 71 recueils de poèmes, 11 pièces de théâtre publiées (alors que de 1945 à décembre 1971 les chiffres étaient de 28 romans, 2 recueils de nouvelles, 31 recueils de poèmes et 8 pièces de théâtre, ce qui donne 69 titres). Comment peut-on encore parler de tarissement de cette littérature depuis 1962 ? On pourrait même préciser que depuis 1965 seulement ont paru 21 romans, 7 recueils de nouvelles, 44 recueils de poèmes et 8 pièces de théâtre. Plus de 500 nouvelles ont été publiées dans la presse nationale et plus de 750 poèmes. Nombreux sont les jeunes poètes qui voudraient pouvoir faire éditer leurs recueils, dont certains sont effectivement excellents (10). Que des problèmes graves et nombreux se posent à cette littérature en langue française, personne ne le niera, mais

(8) Selon la déclaration du Ministre de la Culture, M. Ahmed Taleb, lors de l'Assemblée de l'Union des Ecrivains le 12 janvier 1974.

(9) *Algérie-Actualité*, n° 371, 26 novembre 1972, p. 9.

(10) Cf. nos *Tendances depuis 1962 dans la littérature maghrébine de langue française*, Alger, Centre culturel français, 1973, 55 p. Nous renvoyons aussi à notre ouvrage : *Littérature maghrébine de langue française*, Sherbrooke, Naaman (P. Qué), Canada (diffusion Nizet, Paris et librairie Périples, 85 bis, boulevard de la République, 92 - Boulogne), où l'on trouvera *in fine* une bibliographie systématique des ouvrages parus depuis 1945.

les auteurs ne se disent en tout cas pas déchirés ni complexés parce qu'ils écrivent en français.

Aucune bibliographie exhaustive et aucun bilan chiffré précis et exact n'ont paru de la littérature algérienne de langue arabe. La S.N.E.D. a réédité quelques textes anciens et des essais sur la culture et la littérature algériennes, mais des ouvrages de fiction ont été publiés au Proche-Orient ou en Algérie en dehors des Editions nationales. Il faut compter depuis 1962 une douzaine de recueils de nouvelles, trois romans, une vingtaine de recueils de poèmes, près de dix pièces de théâtre. Cette littérature augmente chaque année en quantité. Il est toutefois difficile d'apprécier le nombre de lecteurs qui s'y intéressent, faute d'enquêtes (contrairement aux sondages partiels tentés par des Universitaires pour celle de langue française).

Le Ministère de l'Information et de la Culture a publié des volumes de prestige et de propagande pour faire connaître les régions d'Algérie, et surtout de beaux albums « Art et culture » sur les arts, l'architecture, les musées, etc. d'Algérie.

La presse nationale a connu bien des vicissitudes depuis 1962 : apparition et disparition rapide de périodiques, changements de titres, arabisation totale d'*An-Nasr* de Constantine. *Alger républicain*, *Alger-Ce soir* n'existent plus, de même *El Moudjahid* (hebdo. en français), *Jeunesse* et *El Houriya*. Des mensuels comme *Atlas-Algérie* n'ont pas tenu un an; *Le Jeune Algérien* n'a sorti que cinq livraisons et la revue *Novembre* que quatre. Elle se promettait pourtant, fidèle à l'option socialiste, d'être « le reflet de toutes les audaces révolutionnaires et non plus la compilation laborieuse de dogmes ou d'idées reçues ». Par contre, *El Djeich* (en français et en arabe), *Algérie-Actualité* continuent avec persévérance, mais cet hebdomadaire-ci ne fait plus paraître de nouvelles depuis 1973. Des pages culturelles ont surgi de temps à autre dans les quotidiens, avec des emballements et des retombées. Celle, hebdomadaire, d'*El Moudjahid* est très « officielle » et peu attrayante. L'hebdomadaire *Echabab* de la J.F.L.N. a fait paraître quelques pages culturelles critiques, mais *El Djazaïria* de l'union des femmes se présente ordinairement comme très conventionnelle. *Promesses*, revue littéraire bimestrielle du Ministère de l'Information et de la Culture, est inodore et sans saveur; les textes retenus sont bien ternes. Bref, le bilan de cette presse en langue française fait apparaître un fort dirigisme intellectuel dans le sens de textes aseptisés pour la consommation contrôlée, ou une forte autocensure.

La presse de langue arabe (les revues surtout) se développe. De nouvelles revues ont paru ces dernières années : *Al-Açâla*, *Ath-Thaqâfa*, *Al-Mujahid ath-thaqâfi*, sans parler des éditions arabes de *Promesses*, d'*El Djazaïria*, d'*Echabab*, etc., de bien d'autres émanant d'organismes officiels qui paraissent tous vouloir présenter pour le prestige une publication en écriture arabe. Nous n'avons pas d'enquêtes ni de sondages pour nous faire une idée juste de l'audience reçue par ces publications en langue arabe.

Le problème de la presse et de la production littéraire rencontre l'épineuse question de la liberté d'expression et de « l'engagement ». La marge

est souvent réduite. Certains ont peur de la critique, ne voyant en elle que « l'œil de l'extérieur » (*El Djeich*, février 1973). L'orientation est de donner une belle image du pays.

## 2. — L'UNION DES ÉCRIVAINS ALGÉRIENS

La première Union est née le 28 octobre 1963 à Alger dans la perspective d'une large fédération des Arts et des Lettres. Des commissions préparatoires à huis clos avaient précédé l'Assemblée générale. Jean Sénac en a assumé le secrétariat général jusqu'à sa démission en mai 1967. Un prix de l'U.E.A. a été créé en décembre 1966 et décerné à Mohammed al-Id Khalifa et à Mohammed Dib; il n'y en eut que cette seule année d'ailleurs. Des statuts provisoires et la Charte, publiée dans la presse, devaient être revus lors d'un Congrès qui n'a jamais eu lieu. Des polémiques surgissaient en 1966 et en 1967 contre le Président, le romancier Mouloud Mammeri, et le secrétaire général. Pratiquement, l'Union n'existait plus après l'Assemblée générale du 6 mai 1967, personne n'ayant remplacé Jean Sénac, toujours sur la brèche.

Cette première Union n'a pratiquement pas fait le rassemblement et l'harmonie entre arabophones et francophones; les jeunes n'avaient pas été aidés et la revue *Novembre* avait périclité brutalement après juin 1965.

En 1968, le Parti F.L.N. se préoccupait de relancer l'Union. Mais en attendant, le local était attribué au Ministère de l'Enseignement originel et des Affaires religieuses. Des tensions apparaissaient entre le Parti et le Ministère de l'Information et de la Culture pour la mise sur pied et le contrôle de cette seconde Union. A partir d'octobre 1972 une commission provisoire se réunissait au siège du Parti et finalement les 12 et 13 janvier 1974 une Assemblée d'un certain nombre d'écrivains où dominaient les arabophones approuvait de nouveaux statuts et un Bureau : Un seul écrivain de langue française, Malek Haddad, conseiller au Ministère de l'Information. Un local était attribué par ce même Ministère et la nouvelle Union s'insérait parmi les douze unions professionnelles contrôlées par le Parti.

Les jeunes écrivains se sentent frustrés. L'un d'eux écrit dans *Echabab* (11) : « Tous les regards sont pour le moment tournés vers l'Union des Ecrivains qui n'inspire que pessimisme (...). Que l'on ne s'installe pas dans la littérature « officialisée » comme dans une caste sociale privilégiée ou une franc-maçonnerie de luxe, mais qu'on ouvre grandes les portes de l'U.E.A. aux jeunes écrivains qui ont, eux aussi, un mot à dire, et pas des moindres ni des châtiés. Vu les insurmontables difficultés posées par l'édition en Algérie, l'U.E.A. risque d'être longtemps encore réservée « aux têtes che-

(11) Arezki MÉTREF, « La culture : un bien collectif », *Echabab*, n° 123, 29 janvier 1974.

nues ». Par contre, un autre chroniqueur écrivait dans l'organe du Parti : « La grande importance de la liberté de pensée et d'expression, qui n'est en fait qu'une dangereuse référence à certaines valeurs libérales bourgeoises, a été rapidement déjouée et mise en échec » (12). A partir de là il est difficile de dire jusqu'où pourront aller les audaces des jeunes...

Il faudrait mentionner aussi les nombreuses conférences en français et en arabe sur le territoire national sur des sujets culturels et littéraires, dont certaines étaient de réelle qualité (13). Le thème de la « Révolution culturelle » est largement exploité comme un slogan (14), mais en réalité la vie culturelle manque de vigueur, d'animateurs, d'ambiance et nombreux sont ceux qui ont parlé de marasme. Cependant des Maisons de la culture sont en construction, des centres culturels s'ouvrent ou sont prévus sur l'ensemble du territoire. Ce qui manquera probablement pendant quelque temps ce sera le personnel qualifié pour animer ces Maisons et ces Centres.

Depuis 1972 des récitals de poésie ont été donnés dans la salle du Mouqgar à Alger. Ils ont parfois dégénéré en attaques personnelles contre tels auteurs, mais ils ont le grand mérite d'exister et de pouvoir permettre à de jeunes Algériens de s'exprimer, souvent d'ailleurs avec brio. Ailleurs, quelques rencontres de jeunes poètes ont enthousiasmé. Mais il s'agit ordinairement d'une vie culturelle en dents de scie, avec des hauts et des bas, des alternances, des retombées dans la grisaille.

Des prix littéraires sont décernés, des concours sont lancés à l'occasion des anniversaires de l'indépendance, du déclenchement de la lutte armée, etc. On privilégie les auteurs de langue arabe et les œuvres primées ne sont guère à la hauteur. Certains prix sont tombés en désuétude; on n'en parle plus. On tente d'en relancer, mais on avouait que « les grands prix des Arts et des Lettres créés (pour le dixième anniversaire de l'indépendance, le 5 juillet 1972) n'ont malheureusement pas suscité ce vaste élan de créativité et d'émulation que nous avons espéré » (15).

On ne peut terminer ces quelques informations sur la vie littéraire sans rappeler les écrivains morts depuis 1962 : Anna Greki (1931-1966), Abdelaziz Khaldi (1917-1972), Mohammed Boudia (1932-1973), Jean Sénac (1926-1973) et Malek Bennabi (1905-1973).

(12) Salah FELLAH, « Union des Ecrivains : Une digne réponse aux sollicitations de l'Histoire », *Révolution africaine*, n° 517, 18 janvier 1974, p. 48.

(13) Cf. notre bibliographie déjà citée.

(14) Voir deux ouvrages : KAID Ahmed, *Aspects essentiels de la Révolution culturelle*, Alger, Département Orientation et Information du Parti, 1971, 72 p., et Ahmed TALEB, *De la décolonisation à la révolution culturelle (1962-1972)*, Alger, S.N.E.D., 1973, 230 p.

(15) « Des œuvres aux dimensions de notre Révolution », *El Moudjahid*, 1<sup>er</sup> novembre 1972.

## 3. — SEMAINES ET FESTIVALS CULTURELS

De nombreuses semaines culturelles ont été organisées tant en Algérie qu'à l'étranger (16). A Paris en avril 1965 et surtout en avril 1972. Celle-ci a été rehaussée par une forte intéressante conférence d'Abdelmajid Meziane, professeur à l'université d'Alger, sur « la culture algérienne : permanence et dynamisme » (17). L'orateur faisait ressortir entre autres que depuis l'indépendance un effort considérable avait été fait « pour l'accès à la double culture » : la culture nationale d'expression arabe gagne du terrain, mais « la culture française a actuellement un volume de diffusion cinq fois plus important qu'en 1954, puisqu'elle passe de l'élite aux masses, en même temps que la culture arabe ». Cette semaine de Paris a contribué à faire connaître de nombreux aspects de la culture algérienne ignorés du public parisien, encore que la fréquentation des manifestations d'une telle semaine soit très relative, compte tenu d'une ville comme Paris.

Depuis 1965 surtout nous remarquons à peu près tous les ans des semaines culturelles se déroulant dans certaines ville d'Algérie. Les plus marquantes ont été celles de Constantine, d'Oran, de Tlemcen. Mais d'autres villes veulent faire quelque chose et tentent de réaliser aussi quelques temps forts sur le plan de la culture : Tiaret, Bejaia, Sétif. Cependant, autant la première année enthousiasme et ardeur dominant, autant dans les années qui suivent la flamme tombe et l'intérêt diminue faute de renouvellement ou à cause de difficultés d'organisation ou autres.

Le public se lasse du folklore, de l'improvisation ou du déjà vu. La presse se fait l'écho de difficultés financières imposées ainsi aux A.P.C., du « vide culturel », etc. Un chroniqueur parlant de la VI<sup>e</sup> Semaine culturelle de Constantine en 1973 (alors que pourtant c'est à Constantine que depuis le début de ces semaines la publicité a été la plus grande, semble-t-il) écrit : « Il n'y a qu'à voir la presque belle unanimité dans l'indifférence affichée par les Constantinois invités à la préparation de cette manifestation, pour s'en convaincre : « Nous ne nous sentons plus concernés, disait l'un d'eux, par cette Semaine, parce qu'elle ne répond à aucun but. On ne peut combler un vide par des artifices ». Et le chroniqueur de continuer : « Le public de Constantine a faim. Faim de créations et de spectacles artistiques. Faim d'une culture ouverte qui soit en adéquation avec le monde qu'il porte en lui et les problèmes de son peuple. Il n'aime pas les tricheries » (18).

Les Maisons de la culture en cours de construction, lorsqu'elles seront animées par des hommes compétents, permettront de faire un travail plus

(16) Cf. notre bibliographie déjà citée.

(17) Voir le texte intégral de la conférence dans *L'Algérien en Europe*, n° 146, 16 avril 1972.

(18) Kémal BENDIMERED, « Le reflet d'une situation », *Algérie-Actualité*, n° 323, 29 avril 1973.

constant et en profondeur. Les semaines culturelles perdront peut-être alors l'aspect factice qu'elles revêtent et le public sera plus directement intéressé dans la mesure où les jeunes se voudront partie prenante et pourront laisser épanouir leur spontanéité.

Un premier Colloque culturel national s'est tenu au Palais des Nations près d'Alger du 31 mai au 5 juin 1968, organisé par le Ministère de l'information et de la culture. Cette rencontre qui regroupait le monde des Lettres et des Arts a été largement dominée par la conférence magistrale de Mostefa Lacheraf : « La culture algérienne contemporaine — Essai de définitions et perspectives » (19). Par ailleurs, beaucoup au cours de ces assises en ont profité pour régler des comptes qui avec la Radio-télévision algérienne (R.T.A.), avec le Théâtre national algérien (T.N.A.), qui avec la S.N.E.D., qui encore avec le « climat » culturel en général qui ne porte pas les hommes de culture à travailler et à produire. Les résolutions et les conclusions du colloque publiées dans la presse sont impressionnantes. Cependant un Algérien faisait remarquer que ce colloque était « peut-être passé très vite » sur le problème de la liberté d'expression, la culture s'étant toujours mieux portée, disait-il, sous les régimes de liberté d'expression (20).

Certains arrivèrent à se persuader que cette première assemblée avait donné de beaux résultats. Mais il semble qu'elle fût un coup d'épée dans l'eau, considérée avec le recul du temps.

Quelques articles parus dans *El Djeich* ont été critiques. « Créer et non pas crier », lisait-on dans ce périodique (juillet 1968). « Colloque ou pré-colloque ? » demandait-on dans *Révolution africaine* (10 juin 1968). Le Parti ne semblait pas satisfait de ce rassemblement sous les auspices du Ministère. Nordine Tidafi écrivait quant à lui : « Cinq années d'expériences désolantes pour tous nous l'ont trop prouvé (que la culture algérienne n'était pas intégrée au socialisme). Ici ou là, le créateur fuit l'actualité et la littérature fait de son mieux pour n'être qu'une dilettante pour petit bourgeois en mal de prestige et de bénéfices lucratifs (...) La culture n'a rien à voir avec la brosse et le larbinisme qui doivent être déclarés contre-révolutionnaires » (21).

Des auteurs connus n'ont pas participé à ce Colloque (Malek Bennabi, Mohammed Dib, Assia Djebar, Kateb Yacine, Abdelaziz Khaldi, etc); d'autres n'ont même pas été invités (Abdallah Mazouni, Jean Sénac, Fadéla M'Rabet, etc). Un poète, dans les coulisses recrutait des signatures pour la libération de Bachir Hadj Ali. De jeunes poètes non invités firent circuler en marge de ces assises une plaquette ronéotypée *Mutilation*, à la fois recueil de poèmes et manifeste. Mais il serait trop cruel de « remuer aujourd'hui les cendres de la polémique » pour reprendre les termes de Khelifa Ouali dans *Révolution africaine* du 19 juin 1969.

(19) Plaquette éditée par les services culturels du Parti, 30 p.

(20) Mohammed Si Moussa, « Les élites intellectuelles, le peuple et la culture », *Algérie-Actualité*, n° 144, 21 juillet 1968, p. 14.

(21) « Qu'on ne tente pas d'imposer au peuple ce qu'il n'aime pas », *El Djeich*, n° 62, juillet 1968.

Une manifestation culturelle qui fut, par contre, des plus réussies et des plus spectaculaires fut le premier festival culturel panafricain, tenu à Alger du 22 au 31 juillet 1969.

Pendant dix jours, le peuple d'Alger put s'en donner à cœur joie : ce fut véritablement la fête. Spectacles folkloriques africains, conférences, séances de cinéma, pièces de théâtre, danses, sans parler du magnifique défilé lors de l'inauguration, ont donné au petit peuple d'Alger une large bouffée d'air culturel. Des familles entières — et non plus seulement des hommes, comme d'habitude — sont descendues de leurs quartiers et ont envahi les stades et les places. Se sentaient-elles très africaines à la vue de ces troupes de danseurs et danseuses noirs ? Ce n'est pas sûr. Pouvaient-elles déchiffrer les sigles des mouvements africains de libération ? Ce n'est pas plus sûr. La « négritude » du Président Senghor ne leur disait sans doute pas grand chose, mais elles ont pris conscience à leur manière de dimensions culturelles nouvelles largement ouvertes sur l'extérieur.

Un Symposium se tint durant ce temps au Palais des Nations, consacré à la Culture africaine (22). Mis à part les discours officiels, un certain nombre de communications se révélèrent très pertinentes et éclairantes, celle d'Albert Memmi, de Malek Bennabi, de Mohammed Khedari, d'Amar Samb, de Joseph Ki-Zerbo, etc.

Ce gros effort culturel, qui coûta très cher à l'Etat, fut préparé pendant longtemps et bien organisé. Il se déroula sans doute avec quelques imprévus ici ou là (à la cinémathèque par exemple), mais il demeure dans les annales culturelles algériennes marqué d'une pierre blanche. Ce fut une très grande manifestation comme l'Algérie sait en réaliser avec succès. Le Président Boumédiène déclarait dans son discours d'ouverture au Symposium : « La culture en général et la nôtre en particulier ne seront plus le support des injustices ou des dominations, mais les instruments d'une plus grande compréhension interhumaine ». Ce qui fut justement constaté.

#### 4. — SPECTACLES DE THEATRE

Le 8 janvier 1963 un décret officiel créait le Théâtre national algérien (T.N.A.). L'opéra d'Alger (800 places) était nationalisé ainsi que les quatre autres grands théâtres en Algérie. On réclamait un théâtre populaire, non « bourgeois », reflétant « la réalité du pays qui s'oriente vers le socialisme ». « Le théâtre est une arme », écrivait Mohammed Boudia administrateur du T.N.A., « il aura un rôle fondamental : former des hommes libres » (23). On a donc joué des pièces étrangères « engagées » : Brecht, Calderon, Sean O'Casey plutôt que Labiche. Pendant quelques années aussi, des

(22) *La Culture africaine. Le symposium d'Alger*, Alger, S.N.E.D., 1969, 402 p.

(23) *Al-Chaab*, 19 janvier 1963.

pièces algériennes en arabe parlé, furent jouées : *Les Enfants de la Casbah*, *Afrique avant 1*, *Hassan Eterro*, *El Ghoula*, *Diwan al Garagouz*, etc., créées par Rouiched, Kaki, Safiri, Raïs. Certaines pièces se voulurent très démystificatrices, comme par exemple *Le Porteur d'eau et les trois marabouts* d'Abderrhmane Kaki, inspiré par *La Bonne âme de Se-Tchouan*.

Cependant les critiques n'ont pas manqué contre une certaine conception du théâtre « bourgeois ». L'absence de traditions théâtrales dans le public des grandes villes réservait pratiquement à une petite élite ces représentations. *Anbaça* de Reda Houhou, jouée en arabe littéraire, n'a pas eu de succès, comme du reste d'autres pièces, mais celles de Kateb Yacine dans la mesure où elles étaient interprétées dans la langue littéraire. Par contre, *Le Foehn* (en français) de Mouloud Mammeri a été sans doute discuté mais tout de même vu et compris par un grand nombre de spectateurs.

De nouveaux départs ont été régulièrement tentés avec changement d'administrateur et décentralisation. Périodiquement on parle de « renouveau ». En 1970, la création d'un Institut d'art dramatique et chorégraphique et la réorganisation du T.N.A. ont donné quelques espoirs, mais l'Institut a connu depuis lors des vicissitudes. Le ballet national, quant à lui, présente des danses algériennes dites authentiques mais, semble-t-il, revues par des professeurs des pays de l'Est. L'Ensemble national a en outre créé en 1973 le ballet des « 3 R » (les trois « révolutions »).

Les problèmes de la révolution agraire à l'ordre du jour en 1972-1973, les dramaturges y ont trouvé une source d'inspiration et ont pu ainsi créer des pièces très « engagées » et appréciées. Ce sont *El Meïda* par le Théâtre d'Oran, jouée avec succès dans plusieurs villages agricoles, les *Beni-kelboun* de Kaki aussi « percutante » que les pièces précédentes du même auteur sinon même davantage, *El-Khobza* d'Abdelkader Alloula, création également du théâtre national d'Oran. Citons encore *El-'Agra* de Zahir Bouzrar par le Théâtre national d'Alger, traitant d'un délicat problème social.

Un festival méditerranéen se tient à Timgad depuis 1968. Parti dans l'enthousiasme comme beaucoup d'autres réalisations culturelles depuis 1962, la situation se dégrade peu à peu tant sur le plan de l'organisation que sur celui du spectacle : troupes qui se décommandent au dernier moment, motivations à trouver pour intéresser le public. « L'insuffisance continue malheureusement d'être une caractéristique courante dans les activités artistiques et théâtrales », écrit un chroniqueur dans *El Djeich* (24).

Par contre le théâtre populaire des troupes d'amateurs n'a pas cessé depuis l'indépendance de montrer sa vitalité, puisant ses thèmes au creux même de la vie quotidienne. Un inventaire très suggestif des premières réalisations avait pu en être dressé (25). Stigmatisation des bureaucrates,

(24) Mustapha KRACHENI, « Où en est le Festival de Timgad », *El Djeich*, n° 123, août 1973, p. 52.

(25) Hassen BELHADJ MOSTÉFA, « Et le théâtre ? », *Révolution africaine*, n° 47, 21 décembre 1963.

condamnation de l'ivrognerie, double jeu des bourgeois, exploitation des paysans, histoires de traîtres, émancipation de la femme, etc., nombreux sont les sujets en prise direct sur le vécu. « La révolution a permis l'éclosion d'un théâtre vivant, nouveau dans ses méthodes de travail, ouvert aux préoccupations sociales, critique dans son approche de la réalité et réellement populaire » (Belhadj Mostefa).

Des troupes d'amateurs sont apparues sur tout le territoire national : Théâtre d'avant-garde d'Oran, Troupe de Mohammed Touri de Blida, Groupe 70 d'Oran, Théâtre et Culture de la rue Mogador à Alger, Jeunesse et Sports du C.F.C.J. d'El Riath, Jeunesse et Théâtre de Boufarik, Théâtre de la mer, Centre régional d'action culturelle de Constantine, Théâtre de la Jeunesse d'Alger, Jeune Théâtre de l'Université populaire de Constantine, etc. Les troupes naissent, produisent une pièce ou deux, meurent, cédant la place à d'autres. Les jeunes, en tout cas, se sentent partie prenante dans ce genre d'activité culturelle et ce qu'ils ont à dire sur les planches ne manquent certainement pas de vigueur.

Un exemple, celui de la troupe Théâtre et Culture, sous l'égide de la J.F.L.N., rue Hariched (Mogador) à Alger, ayant joué *L'Exception et la règle* en 1968 et créant de toutes pièces en 1970 *La Situation de la femme en Algérie*. Suivie par un nombre important de spectateurs, discutée au cours de débats se continuant tard dans la nuit, suscitant des polémiques dans les journaux et quelques difficultés avec les autorités, cette pièce courageuse fut une des plus réussies et une des plus actuelles du jeune théâtre amateur. La critique sociale y était extrêmement serrée et vive. Le dévoilement très corrosif, l'intention étant de « choquer » le public pour l'obliger à se remettre en question et avec lui la société mal faite.

Un autre exemple, celui du Groupe théâtral de l'Action culturelle des travailleurs émergeant au Ministère du Travail qui a joué avec un grand succès la pièce de Kateb Yacine en arabe parlé *Mohammed prends ta valise*. La nouvelle mise en scène durant les soirées de ramadhan à Alger en octobre 1973 fut particulièrement brillante. D'autres mises en scène, avec texte kabyle ou arabe, furent très bien comprises dans les campagnes. Le personnage de Mohammed, travailleur émigré, inspiré de la figure de Djoh'a, devient un redoutable lutteur de classes, nourrissant un projet révolutionnaire contre les imams, les capitalistes, les bourgeois, les P.D.G. de toutes sortes s'entendant par-dessus la tête des travailleurs d'Algérie ou ailleurs.

Un événement annuel digne du plus grand intérêt est certainement le Festival national d'art dramatique amateur de Mostaganem. Il a vu le jour en 1971 et il essaie depuis lors de se maintenir à la hauteur, avec bien des difficultés cependant : finances limitées, organisation matérielle défectueuse, qualité à sauvegarder, etc. On parle régulièrement de changements importants. En tout cas, de jeunes troupes peuvent ainsi s'exprimer avec foi et enthousiasme, versant parfois dans la gesticulation ou la pièce de patronage, improvisant ou n'accordant pas assez de temps à la préparation, faisant fi de la rigueur. On constate par exemple un certain piétinement des troupes d'amateurs qui ne se renouvellent pas, un didactisme trop

pesant, un théâtre naturaliste transportant purement et simplement sur la scène les situations quotidiennes sans chercher une élaboration esthétique, le manque d'humour, etc. sans parler du manque de tenue des spectateurs (en grande majorité masculins). On s'interroge, on parle de « cote d'alerte », d'« heure de la vérité ».

Il s'agit d'un « théâtre jeune, un théâtre de lutte » (26), d'un théâtre de laboratoire en pleine ébullition, mais qui pourrait perdre de son mordant et de son intérêt si la sélection des œuvres n'était pas faite sérieusement, si les acteurs se laissaient aller au verbalisme stérile, et si les créations, collectives ou non, n'étaient pas plus « pensées » en profondeur.

Le 1<sup>er</sup> Séminaire des amateurs de théâtre s'est tenu à Saïda du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 1973. Il a permis à des jeunes de s'interroger sur la fonction du théâtre : création collective, a-t-on décidé, emploi de la langue populaire pour une communion réelle entre les spectateurs et les acteurs.

Mentionnons enfin que le 1<sup>er</sup> Festival international de la marionnette s'est déroulé à Alger du 1<sup>er</sup> au 10 juillet 1970 et que le 1<sup>er</sup> Festival national de la marionnette s'est tenu, lui, à El Asnam du 22 au 26 décembre 1973, cette ville devant mettre sur pied chaque année un festival de même nature, de même qu'il semble prévu que d'autres villes se spécialisent dans tel ou tel genre culturel et artistique de manière à approfondir le sillon tracé l'année précédente.

## 5. — FESTIVALS DE MUSIQUE

En 1968 était créé un Institut national de musique, faisant suite au Colloque national sur la musique algérienne qui s'était tenu en 1965 : recherches sur la musique classique dite andalouse, le *chaabi*, les musiques bédouine, kabyle, moderne.

Le 1<sup>er</sup> Festival national du folklore algérien fut du 8 au 11 septembre 1966 une grande manifestation populaire au stade El-Anasser à Alger. 48 groupes avaient été sélectionnés pour la finale, venant de toutes les régions du pays. Depuis lors, le folklore a été quelque peu ressassé drainant parfois le moins bon.

C'est en 1966 également qu'eut lieu le 1<sup>er</sup> Festival de musique classique (andalouse). Nombreuses étaient les troupes algériennes en compétition avec quelques groupes étrangers (syriens, espagnols). Le 3<sup>e</sup> Festival se tint en 1972. A chaque fois un colloque ou un séminaire sur cette musique classique permet aux mélomanes de faire le point et de déplorer un certain nombre de lacunes. De beaux disques sont publiés à l'occasion de ces festivals qui se ressemblent tous, en réalité. Dans sa déclaration d'ouverture

(26) Mohammed BEN BAGHDAD, *El Moudjahid*, 30 et 31 août 1973.

au séminaire national en février 1972, le ministre de la culture souhaitait que cette musique soit intégrée aux activités culturelles scolaires. « Au préalable, il faut que nous les amenions à goûter cette musique en la faisant évoluer sans toucher à son originalité. Pour réaliser cela, je pense qu'il faut choisir des paroles convenables. Je pense qu'il faut étudier les moyens de raccourcir les longs poèmes, d'alléger certains rythmes et mesures lentes, afin d'échapper à la monotonie due à la longueur des poèmes et à la lourdeur mélodique. Cette évolution concrétise la devise du troisième Festival de musique classique algérienne qui était « ouverture et authenticité » (27). Ce slogan est d'ailleurs répété pour tous les domaines culturels. En fait, la création est quasi nulle et on se contente d'imiter le patrimoine ancien alors que l'on veut « rompre avec le conformisme ». Cependant le chef d'orchestre constantinois Merzak Boudjema a présenté un essai d'orchestration symphonique lors de la Semaine culturelle de Constantine en 1968.

Enfin, un 1<sup>er</sup> Festival de musique et de chants populaires a obtenu un beau succès en 1969. Les troupes furent très nombreuses et les échos dans la presse furent élogieux. On renouait avec la grande tradition des poètes populaires du passé. La poésie pouvait être goûtée par tous avec ses thèmes bien connus : l'amour, la glorification du Prophète, la satire, la fable, l'inanité de ce monde qui passe, le sacrifice des « martyrs », la mort, la patrie, la Palestine, la fragilité de l'homme. Certains ont versé dans le moralisme facile, l'un ou l'autre n'ont pas hésité à faire vibrer la corde érotique et on a même pu lire un article « Plaidoyer pour une bédouine », Saïdi Nouna de Relizane : « La salle gronde, houspille, ovationne, gesticule, pendant que sur les lèvres de Noura meurent ces paroles : O Dieu, permettez-moi de boire la tasse de lait qui effacera tous mes péchés » (28).

Il serait certainement trop long d'énumérer tous les groupes, toutes les troupes qui ont voulu témoigner pour la vitalité de cette musique et de ces chants populaires. Au palmarès nous relevons un prix du *hawzi*, du *cha'bi*, du *gherbi*, du *hawfi*, du *qessad*, de la *zorna*, de la chorale, de l'ensemble mixte, des jeunes, etc. Les jeunes, en effet, aussi bien pour ces chants que pour la musique andalouse entendent être à la hauteur de l'événement. Les orchestres jeunes de musique classique se multiplient un peu partout et les exemples de musique-pop ne sont pas rares (avec l'équipement approprié : longs cheveux, costume et guitares électriques), tandis que des orchestres « numides » ou autres, de Larba Nat-Iraten ou d'autres villes kabyles, maintiennent et renouvellent des rythmes anciens.

Comme le monde des lettres, celui de la chanson pleura la mort en 1970 de la grande cantatrice algérienne Fadhila Dziria. Avec elle disparaissait une époque. Elle avait conservé jalousement le genre *cha'bi* algérois, mais elle chantait pareillement avec ardeur le *hawzi*, le *zendali* et le *'aroubi*. En 1971 c'est Ahmed Saber qui mourait à Oran.

Un Festival national de la chanson algérienne s'est tenu en 1973.

(27) *Algérie-Actualité*, n° 384, 25 février 1972.

(28) *El Moudjahid*, 3 décembre 1969.

Chanteurs anciens et nouveaux se sont exprimés et tous les genres étaient représentés. Ce ne fut plus la fixation nostalgique sur le passé et sur les genres bédouins mais l'éclatement et l'ouverture. Cependant la querelle des anciens et des modernes ne fut pas évitée. On avance que le critère de l'authenticité prédomine pour l'attribution des prix. En fait, on se cherche.

Lorsque le quotidien *Alger républicain* existait (avant 1965) un courrier des lecteurs fort suggestif permettait aux auditeurs de la R.T.A., de donner leurs avis critiques. Nombreuses étaient les lettres portant sur les émissions, la langue kabyle disparue quasiment de la radio, les chansons égyptiennes, etc. Au sujet des films projetés à la Télévision, on demeure toujours critique. Ainsi : « Les films plus que médiocres d'origine égyptienne ou libanaise, ne peuvent selon nous vulgariser la langue nationale d'une manière saine et efficace. L'accent libanais ou égyptien a des lointaines parentés avec l'accent algérien. Même en arabe littéraire. Ajoutons à cela que les téléspectateurs algériens parlent surtout le dialectal... algérien » (29). Le chroniqueur d'*El Djeich* déplorait : « A la radio, des émissions brillantes et courageuses ne sont plus diffusées, des émissions font double emploi et le « yé yé » s'étale comme la gangrène » (30).

Là plus que dans d'autres domaines culturels peut-être, les contradictions se constatent, du fait même qu'on ne peut vivre en fermant les frontières.

## 6. — PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Sur ce plan comme sur d'autres, il s'agissait de « décoloniser ». Dès 1962 étaient créés la Radio télévision algérienne (R.T.A.) et le Centre audio-visuel; en 1963 l'Office des Actualités algériennes et le Centre de diffusion populaire. Le 8 juin 1964 était mis sur pied le Centre national du cinéma qui créait l'Institut de cinéma. La même année la cinémathèque algérienne (d'Alger) ouvrait ses portes, tandis que près de 400 salles d'exploitation étaient nationalisées. Cependant en 1967 le Centre national du cinéma laissait la place au Centre algérien de la cinématographie (règlementation, contrôle, censure, programmation nationale, diffusion culturelle) et à l'Office national pour le commerce et l'industrie cinématographiques (O.N.C.I.C.) duquel relèvent la production et la distribution. En 1969, le monopole de la distribution et de la production était attribué à l'O.N.C.I.C.

Cet effort de prise en charge totale vise à « décoloniser » le cinéma sur le territoire algérien et à l'orienter dans le sens voulu par les options socialistes.

(29) « La Télévision », *El Djeich*, n° 118, mars 1973, p. 51.

(30) B. ABDU, « Repères culturels », *El Djeich*, n° 121, juin 1973, p. 56.

Le jeune cinéma algérien a donc en mains les structures pour une production nationale, en buttant cependant encore contre d'importantes difficultés (studios, montage des films, etc. pour lesquels il faut recourir à l'étranger).

Les salles nationalisées relèvent des A.P.C. Elles sont parfois bien délabrées et la tenue des spectateurs (masculins pour la grande majorité, sauf dans deux ou trois grandes salles des grandes villes comme Alger, Constantine, Oran) laisse trop souvent à désirer : réflexions à haute voix, réparties, interpellations, laisser-aller. Certains films sont de puissants moyens d'investissements libidineux et de dévouement sur le plan érotique. Le primarisme des réactions est parfois désolant. Un spectateur qui aurait voulu apprécier, lors de la première séance, un film comme *Cris et chuchotements* aurait eu bien du mal, tellement les cris étaient dans la salle. La cinémathèque échappe ordinairement (mais pas toujours) à ce genre de manifestations.

Cette cinémathèque d'Alger (il en existe une également à Oran et à Annaba) fait fonction en même temps de cinéma d'art et d'essai. Possédant un fonds important de films, organisant des semaines des cinémas de tel ou tel pays, invitant des metteurs en scène célèbres, la cinémathèque est un bon instrument culturel.

Une expérience originale a été tentée durant les premières années qui ont suivi l'indépendance, celle des ciné-pop (cinémas populaires). Dès octobre 1962 le coup d'envoi était donné par le *Cuirassé Potemkine*, suivi naturellement par des films aussi engagés comme par exemple *Le Sel de la terre*, *Sciuscia*, *Mes universités*, *Arc-en-ciel*, *Deux hectares de terre*, etc. Le but était de « mettre la culture cinématographique au service du peuple algérien dans sa marche vers le socialisme ». L'intérêt était grand à travers tout le pays, les discussions vives et mouvementées; on arrivait toujours à trouver une interprétation socialiste, marxiste, ou à développer au contraire un sens « petit-bourgeois » à vitupérer. Cependant l'expérience pleine d'intérêt se dégradait de mois en mois. Les animateurs manquaient souvent de compétences, la spontanéité ne remplaçait pas une organisation sérieuse, les copies s'usaient à force d'être sans cesse projetées d'un bout à l'autre du territoire, les finances ne suivaient pas (sur 220 ciné-pop, seuls une centaine avaient constitué une caisse, une trentaine avaient fait parvenir de l'argent à la Fédération et seize étaient représentés au congrès de juin 1963 (31). Ajoutons qu'une certaine agitation gauchisante n'était pas nécessairement bien vue des autorités algériennes.

Trois vagues pourraient être distinguées dans la production cinématographique algérienne depuis 1962 (32).

La première de 1962 à 1967 est la génération des réalisateurs Ahmed Rachedi, Mohammed Lakhdar-Hamina et Mustapha Badie. Rachedi a pro-

(31) *Le Peuple*, 23 janvier 1964.

(32) Voir Guy HENNEBELLE, *Les cinémas africains en 1972*, numéro spécial de *L'Afrique littéraire et artistique*, n° 20, 1<sup>er</sup> trim. 1972 (Algérie, pp. 105-144), et « Le cinéma algérien », numéro hors série du bulletin *France-Algérie* (mars 1973), pour le panorama du cinéma algérien au Palais de Chaillot (22 mars - 17 avril 1973), 30 p.

duit *L'Aube des damnés* (1965) après *Peuple en marche* (1963), documentaire. Le premier n'est qu'un montage d'archives très orienté politiquement, étant bien connu qu'on peut faire dire n'importe quoi à des images montées astucieusement. *L'Opium et le bâton* (1969), tiré du roman de Mouloud Mammeri, a recueilli un bon succès en Algérie. Bien que l'histoire se déroule dans un village de la Grande Kabylie, il n'y a pas de version originale en langue kabyle (comme en langue diola pour *Emitaï* de Sembène Ousmane au Sénégal). Film spectaculaire répondant à des publics friant d'actions d'éclat et de coups de pistolets. Mohammed Lakhdar-Hamina, après un essai *Le Temps d'une image* (1964), réalisa un très beau film avec *Le Vent des Aurès* (1965). Peu apprécié par le public parce que manquant d'actions chevaleresques et objectivant à l'écran le drame d'un père (ce qui n'était pas sans remuer les profondeurs de l'inconscient chez beaucoup), ce film a eu du succès à l'étranger (en France par exemple). Hassan Terro (1967), adapté d'une pièce de Rouiched, introduit intelligemment l'humour dans cette tragédie qui fut la guerre : le public n'a pas manqué de « sentir » la connivence de l'auteur avec de saines réactions populaires. Mustapha Badie enfin produisait *La Nuit a peur du soleil* (1966), trop longue fresque où tout passe depuis le bourgeois à exécuter jusqu'au bon héros positif à louer, digne pendant de certains héros sans conflits de la littérature écrite.

Deux étrangers réalisèrent *Une si jeune paix* : Jacques Charby en 1965, et *La Bataille d'Alger* : Gillo Pontecorvo en 1965 qui est une excellente reproduction des événements, claire et suffisamment didactique, impressionnante pour le public.

La deuxième vague voit de nouveaux réalisateurs comme Slim Riad avec *La Voie* (1968) sur les camps d'internement, film rigoureux du point de vue politique. Tewfik Farès produit *Les Hors la loi* (1968) qui fait penser à un western, tandis que Mohammed Zinet présente *Tahya ya didou* (ou encore *Alger insolite*), documentaire original sur la capitale. *L'enfer à dix ans* (1968) fut un film à sketches tournés par des jeunes, attachant et traité avec tact. D'autres films de jeunes virent le jour en 1969-1970 : *Les Fidaines*, *La Bombe*, *Le Messenger* de Bedjaoui, Laradji, Mazif, etc.

Cependant une troisième vague se dessine tendant à aborder des problèmes sociaux d'aujourd'hui et à ne pas traiter la guerre pour elle-même, refusant aussi un certain cinéma de prestige pour entrer dans le vif du quotidien. On cherche un langage compris par tous, des sujets en prise sur les réalités actuelles. Dans ce domaine comme dans celui des lettres, des réalisateurs n'entendent pas répéter indéfiniment le passé. On a parlé du cinéma *djdid*, à l'étranger d'ailleurs. En fait, en Algérie ce cinéma se manifeste par à-coups : quelques belles réalisations puis le silence, la retombée. Les vrais réalisateurs sentent bien cependant ce qu'il faudrait faire.

Mohammed Bouamari avait produit un excellent court-métrage *L'Obstacle* (1966) après *Conflit* (1962), préoccupé par des problèmes vécus chaque jour. Dans *Le ciel et les affaires* (1967) il abordait la mystification du maraboutisme. Il s'imposait enfin avec *Le Charbonnier* (1972) apprécié à l'étran-

ger mais peu, malheureusement, en Algérie. L'auteur tourne actuellement *L'Héritage*. Ahmed Lalleem qui avait eu le courage de produire *Elles* (1966) réalise en 1972 *Zone interdite*, tandis que Laskri signe *Patrouille à l'est*, Boutemen *La Ligne de feu* et Lakhdar-Hamina *Décembre* en cette même année 1972, revenant, eux, à des thèmes de guerres plus ou moins bien reçus dix ans après l'événement. Par contre des réalisations nouvelles et jeunes, remarquées en Algérie et à l'étranger, furent celles produites en 1972 dans le contexte de la Révolution agraire : *Ettarfa* de Hachemi Chérif, *Noua* de Abdelaziz Tolbi, *Auprès du peuplier* de Moussa Haddad, *L'Em-bouchure* de Mohammed Chouikh.

Quelques films sur l'émigration furent projetés à la cinémathèque d'Alger : *Mektoub* de Ali Ghalem, *Les Passagers* d'Annie Tresgot, par exemple.

Le chemin parcouru depuis 1962 est important. Le cinéma algérien arrive en tête des cinémas africains par sa qualité. Affrontant de nombreuses difficultés matérielles, désirant aborder des sujets sociaux avec possibilité de franches critiques constructives, de jeunes cinéastes pensent avoir en mains un instrument merveilleux pour être en communion avec les publics, sans pour autant tomber dans les poncifs des idées reçues mais en se voulant au contraire des éveilleurs.

## 7. — EXPOSITIONS DES BEAUX-ARTS

L'Ecole nationale des Beaux-Arts et d'architecture d'Alger a vu ses effectifs augmenter considérablement depuis 1962. Des galeries de peinture, surtout à Alger, présentent régulièrement des œuvres dont quelques-unes sont remarquables. Jean Sénac avait fondé la Galerie 54 avec Khadda en mars 1964, exposant Aksouh, Martinez, Baya, Nallard, de Maisonneul et d'autres artistes connus et de talent.

L'union nationale des arts plastiques (U.N.A.P.) est née au printemps 1973, mais dès les débuts elle essuya beaucoup de critiques. En 1965-1966, par exemple, on pouvait lire dans la presse des titres comme ceux-ci à propos de cette Union : « Redevenir le rendez-vous de tous », « Vie et mort », « Drame des arts plastiques », « jeunes artistes cherchent un emploi ». etc. En 1971 : « Depuis huit ans on repart de zéro », « Bilan d'une carence ». Tous les peintres n'en font pas partie (pas plus que tous les écrivains ne font partie de l'Union des Ecrivains, certains du reste n'ayant même pas été invités à l'Assemblée générale de l'U.E.A. du 12 janvier 1974). Donc beaucoup de problèmes également pour cette Union des arts plastiques.

Néanmoins, les artistes algériens sont très nombreux : Des figuratifs comme B. Yellès, D. Martinez, Ch. Mesli, A. Ali-Khodja, M. Issaikhem,

M. Bouzid, A. Kara, M. Temam, B. Farès, I. Samson, M. Racim etc., des abstraits comme A. Guermaz, M. Khadda, A. Benanteur, des miniaturistes comme M. Ranem, des naïfs comme R. Zerarti, des décorateurs comme A. Ferrah, Chefaiï, des enlumineurs comme M. Debbagh. Une section d'enluminure fonctionne d'ailleurs à l'École des Beaux-Arts. Mais il faut mentionner encore les remarquables sculptures sur bois de T. Nouara. Combien d'autres seraient à citer mais qui n'exposent souvent, il faut bien le dire, que trop de croûtes, à côté des noms connus déjà mentionnés dont la renommée de plusieurs ont franchi les frontières, sans parler d'Abdallah Belanteur résidant à Paris.

Il y eut de belles expositions : à la salle Ibn Khaldoun en novembre 1963, sur l'art et la révolution en juillet-août 1964, « Aouchem » en mars 1967 : avant-garde faisant revivre la magie du signe, périodiquement le grand prix de peinture de la Ville d'Alger, les expositions des travaux des élèves des Beaux-Arts, et encore pour la Journée internationale de la femme le 8 mars 1973 une exposition à la mairie d'Alger d'un groupe imposant d'Algériennes-peintres (A. Haddad, S. Belbahar, A. Zina, Dj. Bentmohamaed, Kh. Flidjani, L. Ferhat, etc.) aux œuvres de qualité et aux déclarations à la presse très pertinentes.

Toutefois, là comme ailleurs, le véritable artiste n'entend pas qu'on paraisse lui imposer un art du « réalisme socialiste » académique et froid, dit « populaire ». Les grands peintres algériens montrent, au contraire, que l'art est à la fois spontanéité et création de longue haleine, en profondeur.

## 8. — SÉMINAIRES

### POUR LA CONNAISSANCE DE LA PENSÉE ISLAMIQUE

(*Multaqayât li-l-ta'arruf 'ala l-fikr al-islâmî*)

Depuis le remaniement ministériel de juillet 1970, le Ministère des Habous (ou Waqfs) s'appelle Ministère de l'Enseignement originel et des Affaires religieuses. Parmi ses activités, retenons les séminaires organisés chaque année « pour la connaissance de la pensée islamique ». Ils commencent discrètement en janvier 1969 à Alger - Ben Aknoun, continuèrent en décembre 1969 à Alger - Bouzaréach. Le troisième se tint en juillet-août 1969 à Meftah « pour faire connaître aux jeunes le message de l'Islam » et la presse s'y intéressa. Le 4<sup>e</sup>, celui de Constantine en août 1970, fut plus organisé et centré sur un thème précis : l'Islam et la vie ; l'Islam face aux défis du siècle. Celui d'Oran en juillet 1971 se polarisait sur trois centres d'intérêt : le rôle de la langue dans la révolution culturelle, l'Islam, le problème de la famille et de l'éducation de la jeunesse dans le monde d'aujourd'hui ; l'Islam et les exigences de développement dans l'économie moderne. Le 6<sup>e</sup> Séminaire eut pour cadre le Palais des Nations près d'Alger du 24

juillet au 10 août 1972, regroupant 2 000 participants et animé par près de 50 conférenciers venus de différents pays musulmans et non-musulmans (quelques-uns). Le premier thème s'intéressait au 10<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, le deuxième au millénaire de la fondation d'Alger, de Miliana et de Médéa, le troisième à l'optique des historiens non-musulmans de l'Islam et le quatrième enfin à l'éveil du monde musulman d'aujourd'hui et à sa renaissance. Le 7<sup>e</sup> Séminaire se déroula à Tizi-Ouzou : neuf cents étudiants, treize jours de débats (du 10 au 23 juillet 1973). Cinq thèmes étaient à l'ordre du jour : l'esprit du droit musulman et la réalité de la législation aujourd'hui dans le monde musulman; les complots ourdis contre l'unité de la nation musulmane; l'activité des missionnaires et leur rôle colonialiste destructeur; les dangers de l'isolement et de l'assimilation des enfants des émigrés en Europe; le rôle des mass-média enfin dans l'édification ou l'autodestruction de ce qui reste de la nation musulmane.

Des actes sont publiés, des comptes rendus plus ou moins copieux paraissent dans la presse.

Non autocritiques et conçus dans le genre apologétique, ces séminaires sont avant tout un enseignement monnayé à des étudiants. On y insiste en outre sur les aspects positifs de l'Islam au cours de l'histoire et sur les vicissitudes subies par l'agression venue des non-musulmans. Le Séminaire d'Alger en 1972 fut un sommet; celui de Tizi-Ouzou était déjà plus discret. La formule pourrait peut-être évoluer.

\*  
\*\*

Une renaissance s'opère et se développe depuis l'indépendance, mais d'une façon qui ne manque cependant pas d'inquiéter certains Algériens eux-mêmes.

Nous constatons beaucoup de manifestations, d'œuvres, de créations variées, de mises en place d'organismes à vocation culturelle, d'Unions. Nous voyons se soulever des enthousiasmes et des ardeurs nouvelles, mais alternant, il faut bien le dire, avec les retombées dans le marasme et le vide culturel, l'austérité et le conformisme désolant, selon les expressions mêmes de chroniqueurs algériens attentifs à ces problèmes culturels.

L'impression n'était-elle pas celle d'une sorte de vie culturelle par à-coups et par temps forts, orchestrée par des journalistes de la presse nationale ou par des déclarations tendant à faire croire que le peuple est toujours en haleine ?

En fait, tout se passe comme s'il fallait redire sans cesse les mêmes choses, les mêmes chansons aux couplets nombreux, chanter les mêmes héros chaque année, et encore comme si l'on se trouvait devant les mêmes recommencements et les mêmes arabesques sans créations véritablement nouvelles. On entend certes resaisir un certain passé dit « authentique », fondamental, enraciné; on parle bien aussi d'« ouverture », mais en réalité on le fait comme si, en même temps, on avait peur des changements qui bouleverseraient cet « authentique ». D'aucuns, parmi les observateurs, n'en

viennent-ils pas alors à parler de « dirigisme de la répétition » pour la formation « d'une société unidimensionnelle et d'un homme unidimensionnel », selon les expressions d'un universitaire reprenant Marcuse (33) ?

Cependant de véritables écrivains et artistes veulent demeurer critiques, entendant conserver leur spontanéité dans la création. Les tensions, les tiraillements et les critiques d'écrivains qui sont partis et d'autres qui n'arrivent pas à se faire éditer sont occultés. Ces auteurs ne sont pourtant pas des contre-révolutionnaires. Ne veulent-ils pas jouer pleinement leur rôle d'écrivains ? Le style stéréotypé et les poncifs officialisés ne paraissent pas être du goût de ces authentiques créateurs qui ne peuvent s'épanouir que dans un « climat » culturel adéquat.

Il reste toutefois que la tension vers quelque chose d'autre est déjà le signe de saines réactions et le gage d'un renouveau que beaucoup voudraient plus authentique et plus ouvert.

Jean DEJEUX.

(33) Charles BONN, dans sa thèse de 3<sup>e</sup> cycle, *Imaginaire et discours d'idées. La littérature algérienne d'expression française à travers ses « lectures », 1969-1972*, Bordeaux, 1972, à paraître à Sherbrooke, édit. Naaman, P. Qué. Canada.